

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 187 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2986 - Prix : 1€



**Budget 2026 : la
santé sacrifiée**

Page 3

**Municipales : rejoignez
les listes Lutte ouvrière
Le camp des travailleurs !**

Page 7

**Madagascar : Le président
est en fuite, les militaires
prennent le pouvoir**

Pages 11 et 12

Pendant le cirque parlementaire, l'offensive des capitalistes continue

Il n'aura pas fallu longtemps pour en avoir la confirmation : la « suspension » de la réforme des retraites est une arnaque. Les générations nées en 1964 et 1965 gagneront trois mois de retraite et un trimestre de cotisation puis la réforme se poursuivra.

Et encore, les salariés en carrières longues sont exclus de la suspension sous prétexte qu'ils auraient été bien servis par la réforme Borne. « On ne peut pas avoir fromage et dessert », a lancé un haut fonctionnaire plein de mépris. Pour les riches, c'est menu trois étoiles tous les jours, apéritif et digestif inclus, mais pour un travailleur qui a commencé à 17 ou 18 ans, partir un peu plus tôt serait un privilège !

Il faut la crapulerie des dirigeants du PS et de certains chefs syndicaux pour présenter ce tour de passe-passe comme « une grande victoire pour les travailleurs ».

Cette manœuvre n'avait pas d'autre objectif que de permettre à Lecornu de présenter le budget de combat contre le monde du travail que les marchés financiers exigent.

Les retraités verront leurs pensions gelées et l'abattement de 10 % sur leurs revenus supprimé. Les malades subiront le doublement des franchises médicales et de nombreux remboursements. Les fonctionnaires, c'est-à-dire les employés territoriaux, les enseignants, les hospitaliers, verront leurs salaires bloqués tandis que de nombreux postes seront supprimés dans les services utiles à la population. Il faudra sans doute ajouter le gel du barème des impôts, celui des prestations sociales et une multitude d'attaques qui se nichent dans les petites lignes de ce budget patronal.

Certes, depuis une semaine les députés s'agitent en prétendant modifier la copie. Sur le mode « retenez-moi ou je fais un malheur si vous n'introduisez pas une pincée de taxe sur les riches », le PS menace de censurer. Puis il négocie en coulisses avec le gouvernement, qui lui-même ne veut pas froisser la droite.

Au-delà de leurs postures, tous les partis qui se disputent pour gouverner, y compris LFI ou le RN qui ont voté la censure, partagent le même respect pour les intérêts des capitalistes. Tous répètent qu'il faut « améliorer la compétitivité de la France », ce qui revient à mettre le budget de l'État à la disposition de la bourgeoisie française.

Dans cette période de crise et de guerre commerciale qui menace de se transformer en guerre tout court, les capitalistes ne connaissent qu'un seul moyen pour augmenter la compétitivité : attaquer les conditions d'existence des travailleurs, supprimer des emplois, intensifier le travail de ceux qui restent, baisser les salaires.

Pendant que les parlementaires palabrent, des groupes richissimes comme Michelin, Stellantis, ExxonMobil ferment des usines avec toutes les conséquences chez les sous-traitants, les prestataires, les intérimaires. Avant l'été, la CGT avait dénombré 381 plans de licenciements en cours dans le pays. Des dizaines de milliers d'emplois sont supprimés dans la chimie, l'automobile, le commerce, la grande distribution, le bâtiment. Ils s'ajoutent aux 65 000 faillites de petites entreprises depuis un an.

Au total, des centaines de milliers de travailleurs sont en train de perdre leur gagne-pain. Ils voient leurs ressources s'effondrer alors que les prix, à commencer par ceux de l'alimentaire, continuent de flamber. La longue cohorte de ceux qui sont obligés de compter chaque euro pour vivre s'allonge.

Et pendant ce temps, les profits des entreprises battent des records. Le cours des actions s'envole à la Bourse. Le nombre de milliardaires explose. Ceci explique cela. C'est pour assurer la fortune d'une poignée de familles toujours plus riches que ceux qui produisent toutes les richesses, ceux qui font fonctionner toute la société jour après jour, sont exploités davantage, sous-payés ou jetés au chômage.

Ce n'est ni une loi éternelle ni une fatalité. C'est le résultat de la lutte de classe que mène la bourgeoisie avec une conscience aiguë de ses intérêts.

Pour défendre leurs conditions d'existence, c'est-à-dire le droit pour tous à un emploi avec un salaire qui permette de vivre dignement, les travailleurs n'auront pas d'autre choix que d'engager le combat contre la classe des capitalistes sans attendre un sauveur suprême. Ensemble, ils en ont la force, parce qu'ils sont indispensables pour faire tourner la machine économique.

Mais pour cela, ils doivent retrouver la conscience de former une même classe, unie par-delà leurs entreprises, leurs statuts, leurs origines et même les frontières. Une classe puissante capable de diriger la société à la place de la classe capitaliste qui emmène cette société vers le précipice.

Nathalie ARTHAUD

Budget 2026 : la santé sacrifiée

Contre les malades, Lecornu entend visiblement faire plus fort que Bayrou. L'un des prétextes invoqués par son gouvernement est que le projet de budget de la Sécu pour 2026 doit compenser le « coût » de la suspension de la réforme des retraites, soit 400 millions.

En réalité, suspension ou pas, il s'agit d'économiser le plus possible sur le budget de la Sécurité sociale pour que, tout en réduisant le déficit de l'État, celui-ci puisse continuer à financer les dépenses en faveur du patronat ainsi que l'augmentation des budgets militaires.

Le texte gouvernemental prévoit ainsi de limiter la hausse des dépenses d'assurance maladie à 1,6 %, alors qu'elles progressent naturellement chaque année d'environ 4 %, poussées notamment par le vieillissement de la population. Selon les organisations des établissements de santé publics et privés, cela reviendra

à « la pire cure d'économies sur l'hôpital depuis 2010 ». Alors que le sous-effectif est déjà catastrophique dans bien des établissements, ces organisations estiment qu'avec le budget prévu, il leur manquera 1,1 milliard d'euros, soit l'équivalent de 20 000 postes d'infirmiers.

Le budget de Lecornu prévoit aussi de réaliser sept milliards d'économies sur la santé des malades en puisant dans leurs poches : hausse des franchises médicales, imitation de la durée d'un premier arrêt maladie, application d'une franchise lors des soins chez le dentiste... Il est aussi question d'une taxation supplémentaire des complémentaires santé, de cotisations patronales sur les tickets repas et œuvres des CSE, ou encore d'une surcotisation sur les dépassements d'honoraires des médecins ; autant de mesures que les médecins, les patrons et les complémentaires se chargeront de répercuter

sur les patients et les salariés.

Parmi les nouveautés, il y a des mesures contre les patients, en « affection de longue durée » (ALD), comme ceux souffrant d'un cancer ou en rémission après celui-ci : impôt sur le revenu sur leurs indemnités journalières en cas d'arrêt de travail, ceux-ci seraient dorénavant redevables des franchises médicales, la facture pouvant atteindre maintenant 350 euros par an, médicaments à faible service médical rendu et cures médicales partiellement pris en charge.

Pour faire passer une telle offensive contre les malades et le système de santé, le gouvernement compte sur les « oppositions », à l'extrême droite comme à gauche, et leur sens des responsabilités... vis-à-vis de la bourgeoisie qui ne veut plus d'instabilité gouvernementale.

Suspension de la réforme des retraites : qu'est-ce que ça change ?

Mardi 14 octobre 2025, le Premier ministre Lecornu a proposé une suspension de la réforme des retraites jusqu'à la présidentielle de 2027. Il a annoncé qu'aucun relèvement de l'âge n'interviendrait à partir de maintenant jusqu'à janvier 2028 et que la durée d'assurance sera elle aussi suspendue et restera à 170 trimestres jusqu'à janvier 2028.

Concrètement, l'âge légal serait gelé à 62 ans et 9 mois pour la génération 1963 et 1964 puis reprendrait sa montée en charge à partir de la génération suivante : 63 ans pour la génération 1965, 63 ans et 3 mois pour la génération 1966 et ainsi de suite, jusqu'à 64 ans pour la génération 1969.

La durée d'assurance serait gelée à 42 ans et 6 mois pour la génération 63 et 64 avant de reprendre sa montée en charge à partir de la génération

65.

Mais avec cette suspension de la réforme imposée par Borne, il n'en reste pas moins que les travailleurs devront cotiser 5 années de plus que du temps de la retraite à 60 ans et des 37,5 années de cotisations.

Cette concession du gouvernement n'est faite que pour permettre à

Macron de garder la main jusqu'en 2027. Elle entérine les reculs sociaux que la bourgeoisie a déjà imposés à la classe ouvrière depuis des années sous les gouvernements de gauche comme de droite. Et c'est contre eux que les travailleurs doivent continuer à se mobiliser.



Le Parti socialiste complice

« Ce soir, il y a des gens qui peuvent se dire que, grâce à la gauche, ils pourront partir à l'âge de la retraite qu'ils auraient souhaité », a déclaré Olivier Faure, le premier secrétaire du PS après que le premier ministre Lecornu ait annoncé sa décision de suspendre l'application de la réforme des retraites imposée en 2023 à coup de 49.3 par l'ex-premier ministre Élisabeth Borne. En conséquence il a demandé aux députés socialistes de ne pas voter la censure contre le gouvernement Lecornu II.

Celui-ci a pourtant annoncé par ailleurs sa décision de doubler les franchises médicales (le reste à payer par les malades à l'occasion des visites et examens médicaux, prises de médicaments, hospitalisations), la sous-indexation de 0,4 points (par

rapport à l'inflation officielle) des montants des retraites et prestations sociales et la fin de l'abattement de 10 % pour les impôts dont bénéficiaient les retraités remplacé par un abattement forfaitaire de 2000 euros ce qui aura pour conséquence d'assujettir à nouveau à l'impôt sur le revenu des centaines de milliers de retraités qui en étaient exonérés.

À cela s'ajoute l'annonce de Lecornu de vouloir réaliser une économie de 7,1 milliards d'euros dans la Santé à l'heure où les hôpitaux sont à l'os et où les soignants hospitaliers sont submergés de travail faute d'embauches suffisantes.

Mais les dirigeants du Parti socialiste qui piaffent d'impatience de retourner au gouvernement pour y gérer « de façon responsable » les affaires de la bourgeoisie se fichent

comme d'une guigne de savoir ce que 5 années de plus au travail peuvent constituer de souffrances pour celles et ceux qui s'épuisent dans les métiers manuels, dans les métiers psychologiquement difficiles, dans le travail de nuit ou les équipes en 3x8.



Retraites : les confédérations complices de la manœuvre

Dans un communiqué commun, CFDT, CGT, FO, SUD, CGC, CFTC, UNSA et FSU se sont félicités, lundi 20 octobre, de l'annonce par le gouvernement de la suspension de la réforme des retraites, sans la moindre précision sur ce qu'il en sera concrètement et surtout sur ses contreparties.

Ces organisations qui prétendent représenter les intérêts des salariés signent ainsi d'ores et déjà un chèque en blanc au gouvernement. L'annonce de Lecornu est une manœuvre cousue de fil blanc. Quand il y avait des centaines de milliers de manifestants dans les rues, que selon les sondages, l'immense majorité du monde du travail et même plus de trois quarts de l'ensemble de la population s'opposaient à cette réforme et que seules les classes les plus riches y étaient favorables, Macron n'a pas voulu céder d'un cheveu. Alors, pourquoi ce prétendu recul aujourd'hui ?

Tout le monde sait que la manœuvre vise à obtenir que les députés du Parti socialiste ne votent pas



la censure du gouvernement. Ces paroles n'engagent Lecornu à rien et ne valent pas plus que le conclave sur les retraites qu'avait mis en place son prédécesseur, Bayrou. Mais au lieu de dénoncer cette mise en scène et de mettre en garde leurs propres troupes, les confédérations syndicales, unanimes, la crédibilisent. Elles présentent cette annonce comme « un premier pas qui en appellera d'autres (...) à mettre à l'actif de longs mois de mobilisations dans l'unité ». Elles font passer le mauvais tour du gouvernement pour une vic-

toire des travailleurs, alors que le prochain budget s'annonce comme un des pires dirigés contre eux.

Les politiciens de tous bords se déchirent mais les directions syndicales, elles, sont unies mais c'est pour annoncer par ce communiqué qu'elles ne profiteront pas de la crise politique actuelle pour appeler les travailleurs à la mobilisation. C'est montrer leur sens des responsabilités mais vis-à-vis du grand patronat, qui veut que le nouveau gouvernement lui vote un budget sans plus tarder.

Allocations familiales : économies aux dépens des parents

Le gouvernement prévoit de baisser les allocations familiales des parents ayant au moins deux enfants de plus de 14 ans. Cela remettrait en question la revalorisation de l'allocation que ces parents perçoivent lorsque leur deuxième enfant atteint ses 14 ans et jusqu'à ses 20 ans.

Ceux qui ont trois enfants dans cette tranche d'âge touchent actuellement une revalorisation pour chaque enfant. Son montant dépend des ressources du foyer, du nombre d'enfants à charge et de leur âge ; pour une famille ayant deux enfants âgés de 14 à 20 ans, la somme peut aller de 19 à 75 euros par mois.

La réforme, prévue pour 2026,

ferait passer l'âge de la revalorisation à 18 ans. Elle entraînerait une perte allant jusqu'à 2 700 euros pour un couple aux revenus inférieurs à 85 000 euros ayant trois enfants dans cette tranche d'âge.

Le gouvernement justifie ce décalage par la nécessité de réaliser 200 millions d'euros d'économies pour financer un nouveau congé de naissance qui permettrait aux parents de prendre jusqu'à deux mois supplémentaires chacun après l'arrivée d'un bébé. Une façon, en somme, de déshabiller Paul à 14 ans sous prétexte d'habiller Pierre à sa naissance, si tant est que ce congé de naissance voie réellement le jour. Il

ne s'agit en effet pour l'instant que d'un article du projet de loi de finances de la Sécurité sociale qui doit être voté par le Parlement. Le décalage de la revalorisation des allocations familiales, par contre, serait adopté par décret.

Le vrai problème reste que les salaires sont trop bas pour que les parents puissent assurer les besoins et l'éducation de leurs enfants. Le gouvernement y contribue en gelant ceux des fonctionnaires, en maintenant le smic à un niveau indigne et, de plus en plus, en rognant sur des aides qui compensaient à peine cette insuffisance.

Musée du Louvre : braqueurs en gros et au détail

Le cambriolage spectaculaire au Musée du Louvre, dimanche 19 octobre au matin, a suscité un flot de commentaires indignés sur le fait que les biens publics et les trésors nationaux ne seraient pas protégés.

Ainsi, le plus grand musée du monde serait ouvert à tous les vents et à tous les vols, l'orgueil national serait piétiné et l'histoire de France profanée. La ministre de la Culture a immédiatement fourni l'explication d'un désastre préparé, selon elle, par « *quarante ans d'abandon sur la question de la sécurité* » du musée. Le ministre de la Justice a modestement ajouté « *Nous avons failli* », ce-

lui de l'Intérieur s'est contenté de promettre que les voleurs seraient retrouvés.

Ces piteux commentaires ne peuvent faire oublier la facilité déconcertante avec laquelle les voleurs ont opéré et se sont enfuis, d'autant que ce n'est pas la première fois que des vols sont commis dans des musées publics. Même les plus réactionnaires ont souligné que ces vols sont facilités par le manque de crédits, d'entretien, de personnel, de dispositifs de sécurité découlant de la baisse continue des moyens dévolus aux musées. Et de rappeler que le personnel du Musée du Louvre était en grève le 16 juin, contre une diminution de 200 emplois alors que la

fréquentation est en augmentation constante.

La culture subit donc les mêmes restrictions que tous les autres services publics. Le vol des bijoux au Louvre va de pair avec les élèves sans maître ou sans chauffage, les malades sans lit, les villes moyennes sans maternité, les gares sans personnel et les bureaux de poste fermés. Et le butin des voleurs du Louvre, quelques dizaines de millions d'euros, est peu de chose au regard des dizaines de milliards « économisés » chaque année sur les services utiles à la population. Comparés aux familles milliardaires régnantes, qui pillent les fonds publics, ces briseurs de vitrine sont du menu fretin.

Sarkozy : en pleine Santé

Condamné à cinq ans de détention pour association de malfaiteurs dans l'affaire du financement libyen de sa campagne présidentielle de 2007, Sarkozy a été écroué à la prison de la Santé le 21 octobre.

Suivi par une myriade de micros et de caméras, l'ex-président a quitté son domicile de la très sélecte villa Montmorency, dans le 16e arrondis-

sement parisien, accueilli par quelques dizaines de soutiens de son milieu bourgeois et politicien, rassemblés dans une mise en scène due à son fils Louis. Après des poignées de main aux policiers de surveillance et des petits saluts à la cantonade, le futur détenu a rejoint sa cellule dans sa voiture personnelle.

Se comparant à Dreyfus, victime d'une scandaleuse condamnation politique, Sarkozy n'aura peut-être pas

l'occasion d'épuiser le contenu de la bibliothèque de la prison puisque, outre l'appel formé après le jugement, ses avocats ont aussitôt déposé « *en ce jour funeste* », disent-ils, une demande de mise en liberté pour motif d'âge.

Avant le « *choc carcéral* », de multiples soutiens se sont exprimés, dont il se serait sans doute passé pour certains, comme ceux de l'ancien affariste ex-détenu Pierre Botton et de

l'ancien maire de Levallois Patrick Balkany. D'autres soutiens de poids se sont manifestés, comme le ministre Darmanin, qui ira lui rendre visite, comme à n'importe quel détenu, dit-il, et le président Macron, qui l'a invité quelques jours plus tôt à l'Élysée, un geste simplement « humain », selon lui.

Comme tout détenu, Sarkozy pourra « cantiner », s'acheter des objets de toilette ou de la nourriture. Les fonds ne lui manqueront pas puisqu'il est libre de continuer son travail de conseiller pour Natixis, Marriott ou des États comme le Qatar, ou de toucher des jetons de présence – virtuelle ? – dans des conseils

d'administration, chez Lagardère ou Accor.

Son éventuelle libération prochaine ne suffira pas en tout cas à diminuer la surpopulation carcérale de la Santé, dénoncée comme dans les autres prisons du pays par les gardiens eux-mêmes.

Jeunesse : le Medef l'aime pas chère

Mardi 14 octobre, dans une prise de parole à Marseille à l'occasion de « l'Olympiade des métiers », le dirigeant du Medef, Patrick Martin, a présenté son projet pour la jeunesse. Et le Medef aime la jeunesse... surtout quand elle n'est pas chère.

Après de longues considérations générales, sur la nécessité d'un « bilan personnalisé » pour chaque élève dès le collège, des « immersions » en entreprise de la classe de 5e à la terminale, et tout un développement sur le besoin de féminisation des filières scientifiques, Patrick Martin a fini par dire ce qui le préoccupe réellement. Et cela n'a rien à voir avec les bons sentiments, il s'agit évidem-

ment de gros sous.

Ce sont les baisses des aides à l'apprentissage que dénonce Patrick Martin, des baisses qui l'auraient même « traumatisé ». Car en février 2025, la prime, pour un contrat d'apprentissage (du CAP au diplôme d'ingénieur) est passée de 6 000 euros par an, quelle que soit la taille de l'entreprise, à 5 000 euros pour les entreprises de moins de 250 salariés et 2 000 euros pour les plus grosses.

Cela reste d'énormes cadeaux pour des entreprises riches et puissantes. Mais elles regrettent le moment où prendre des apprentis ne leur coûtait presque rien. Tout le salaire étant payé par l'État, c'était presque du travail gratuit. Et Patrick Martin, en tant que porte-parole du grand pa-

tronat, ne lâche rien. D'autant plus que dans le projet de budget 2026 du ministère du Travail, il est prévu 2,3 milliards d'économies. Le Medef n'y est pas opposé mais il ne veut pas que cela diminue moindrement les subventions dont il profite.

Dans ses propos, Martin a prétendu vouloir diviser par deux le chômage des jeunes. Ce serait bien le minimum. Qui plus que les grandes entreprises serait en position d'embaucher massivement – et elles en ont les moyens – pour résorber le chômage, et pas seulement celui des jeunes ? Mais en fait ce n'est pas du tout le programme du Medef, qui est d'abord de continuer à puiser sans entraves dans les caisses de l'État, avec la complicité du gouvernement.

Agroalimentaire : du mirage coopératif à la jungle capitaliste

Le 22 septembre, les coopératives Agrial et Terrena ont annoncé un projet de fusion, qui en fera la plus grosse coopérative française, avec 30 000 salariés et un chiffre d'affaires de 12 milliards d'euros.

Agrial et Terrena sont elles-mêmes le produit de fusions de coopératives au début des années 2000. L'une s'est développée à partir de la Normandie, l'autre dans le Sud-Ouest. On trouve dans leur giron les marques Soignon, Florette, Agrilait, Tipiak et Père Dodu.

Les deux directions ont annoncé le projet dans un communiqué de presse. C'est ainsi que les agriculteurs travaillant pour ces groupes l'ont appris. Quant aux salariés d'Agrial, ils ont été informés par visioconférence quinze minutes avant

l'annonce à la presse. L'inquiétude chez eux est grande car ils craignent que chacun des groupes en profite pour supprimer des emplois.

Par cette fusion, les patrons des deux coopératives espèrent mieux peser dans les négociations face à la grande distribution, qui est concentrée dans quelques grandes centrales d'achat.

Certains agriculteurs voient la fusion d'un bon œil : ils se rassurent en se disant qu'elle permettra de mieux rentabiliser certaines usines... ce qui revient à adopter le point de vue patronal, visant à exploiter davantage les salariés qui y travaillent. C'est d'ailleurs au nom de cette logique patronale que les directions chercheront à obtenir la validation du projet par les adhérents.

En réalité, cela fait longtemps que

la plupart des agriculteurs qui regardent tout cela de loin considèrent les coopératives comme des entreprises comme les autres, et cela à juste titre. La réglementation permet juste aux coopératives d'échapper à une partie de l'impôt sur les sociétés et de sous-déclarer leurs profits. Les agriculteurs, pas plus que les salariés, ne connaissent la rémunération réelle de leurs dirigeants. Toutes les grandes coopératives ont de multiples filiales et certaines sont rattachées à des holdings financières, ce qui permet une totale opacité dans leur comptabilité.

Pour organiser la production alimentaire en fonction des besoins tout en respectant les ressources, il faudra mettre ces entreprises coopératives sous le contrôle des salariés, des petits agriculteurs et de la population.

Municipales : rejoignez les listes Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs !

Aucune élection ne pourra changer la vie ni protéger les travailleurs de la guerre sociale que mènent les gouvernements et le grand patronat. Mais la construction et la présence de listes Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs dans le maximum de communes n'en sont pas moins un enjeu important.

Nos listes seront composées d'ouvriers, d'employés, de femmes de ménage, de caissières, de travailleurs en activité, au chômage ou retraités. Elles seront constituées non de professionnels de la politique, mais de travailleurs du rang qui savent ce que veut dire de vivre avec un salaire ou une pension insuffisants, de femmes et d'hommes qui connaissent l'angoisse de ne plus pouvoir payer ses factures ou de ne pouvoir remplacer sa voiture ou son lave-linge s'ils tombent en panne.

Il y a urgence à relever la tête. Il faut que les travailleurs prennent la parole sur tous les terrains, dans leurs luttes, dans la rue, mais aussi à l'occasion des élections. Une liste Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs, présente dans une commune, affirme-

ra clairement que face à la vie chère, il faut des salaires ou des pensions qui permettent de vivre dignement, et qui soient indexés sur les prix. Contre le chômage et la précarité, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire, en prenant sur les profits famoureux de la classe capitaliste.

Une telle liste combattra toutes les propagandes de division et affirmera que les travailleurs ne forment qu'un seul camp face à la classe capitaliste. Elle combattra la propagande guerrière et nationaliste qui vise à les ranger derrière leurs propres exploiters. Elle défendra l'idée que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et qu'ils ont les moyens, non seulement de se défendre, mais de diriger la société qu'ils font déjà fonctionner.

Chacun peut nous aider à faire que, dans le maximum de communes, des dizaines de travailleurs se retrouvent ensemble sur de telles listes pour les municipales. Cela peut être une étape dans la reconstruction d'un parti ouvrier digne de ce nom.

Un tel parti, ce sont d'abord des travailleurs conscients, et qui prennent l'habitude de s'informer mutuellement, de se réunir à l'échelle

d'une entreprise, d'un quartier, d'une ville, d'examiner ensemble les questions locales, nationales et internationales en raisonnant et en réagissant toujours avec la même boussole : leurs intérêts de classe.



Contrôle policier devant le cabinet d'un psychiatre : témoignage d'une salariée

C'est une scène à peine croyable qui s'est déroulée fin septembre : des agents de police ont interpellé plusieurs patients à la sortie de leur rendez-vous médical

Voici le témoignage d'une salariée, encore marquée par l'humiliation et l'incompréhension que cette opération a provoqué :

« Le 27 Septembre 2025, tôt le matin, aux alentours de 7h30, j'avais rendez-vous chez un psychiatre pour le renouvellement de mon arrêt de travail, dans un contexte de forte pression au sein de l'entreprise où je suis employée.

À la sortie de la consultation, j'ai

été abordée par un homme en civil qui s'est présenté comme policier. Il m'a immédiatement montré sa carte professionnelle et exigé mes papiers d'identité. Sur le moment, j'ai douté de son authenticité, car il n'était pas en tenue et le ton de l'interpellation m'a surprise.

Il m'a ensuite demandé de le suivre à pied jusqu'à un parking voisin, où se trouvaient déjà d'autres

patients du même médecin, également contrôlés. C'est là que j'ai appris que le psychiatre faisait l'objet d'une opération de police menée, selon les agents présents, à la demande de la CGSS. Les policiers nous ont indiqué que ce médecin n'avait plus

le droit d'exercer et que les arrêts de travail qu'il délivrait étaient désormais remis en cause. Ils m'ont conseillé, si mon état le justifiait, de faire renouveler mon arrêt auprès d'un autre praticien.

Ces méthodes brutales m'ont profondément choquée alors que, comme nombre de salariés dans mon cas victimes de harcèlement et de maltraitance de la part de leurs employeurs, nous sollicitons ce médecin, parmi d'autres, pour tenter de nous reconstruire. »

Sécurité sociale Réunion : les salariés en grève contre l'austérité et le mépris de leur direction

Jeudi 16 octobre plusieurs dizaines de salariés de la CGSS débrayaient suite à la décision de leur direction de licencier un cadre nouvellement embauché... le dernier jour de sa période d'essai.

Cette décision inique a été la goutte qui a fait déborder le vase déjà plein du sentiment d'une bonne partie des agents d'être tenus pour quantité négligeable par l'état-major du centre.

Ainsi, celui-ci n'a pas jugé bon

d'inviter les salariés (1320 travailleurs en tout) au 80ème anniversaire de la création de la Sécurité sociale à La Réunion montrant le peu de cas qu'il fait du travail fourni dans des conditions de plus en plus difficiles où se cumulent le manque d'effectifs, les burn out et un management des services incompetent. Plus de 2.000 demandes d'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) sont en souffrance en 2024.

Preuve est donc donnée une fois

de plus que les économies réalisées sur le dos des travailleurs des services publics sont non seulement payées au prix fort par ces derniers, mais aussi par les prestataires, à commencer par les plus pauvres.

Face à un tel constat d'échec de la politique d'austérité commanditée en haut lieu, la meilleure réponse serait une action commune des salariés du public et des populations concernées.

GBH : « Tremplin pour l'emploi » ou souffrance au travail ?

Régulièrement, GBH (Groupe Bernard Hayot) organise, à grand renfort médiatique, des Job Dating ou autres forum parmi les chômeurs (avec France Travail), dans les lycées professionnels, dans les casernes militaires ou directement dans ses magasins pour faire croire qu'il est « *très investi dans le recrutement des jeunes* ».

Derrière ses opérations coup d'com, il y a peu d'embauches et surtout celles-ci se font aux dépens des « anciens » que le groupe pousse à la porte après les avoir cassés et usés au travail. Pour parvenir à ses fins, GBH met tout en œuvre pour inciter les

seniors à partir avant l'âge de la retraite : augmentation de leur charge de travail, pression, humiliation, diminution des salariés en CDI, notamment dans la moyenne et grande distribution, licenciement pour inaptitude de ceux qui sont en arrêt maladie de longue durée.

En remplaçant les salariés plus âgés par des jeunes, GBH fait des économies sur les salaires en payant moins d'ancienneté et pense disposer d'une main-d'œuvre plus malléable et corvéable à merci.

Avec « Avenir Outre-mer by GBH », la précarité et l'exploitation dans les métiers de la grande distri-



bution, de l'automobile, sont garanties !

Mais que GBH prenne garde. Les jeunes, ça manifeste aussi !

GHER : la direction « consolide » la précarité

Près de deux ans après avoir lancé son projet d'établissement 2023-2027, « les orientations stratégiques majeures » censées consolider l'offre de soins, les activités existantes et améliorer les réponses aux besoins de santé du territoire sont toujours à l'état de...projets.

L'ouverture d'un service d'accès aux soins (SAS) supplémentaire, la création d'une 5ème salle de bloc opératoire, l'activité de réanimation, le renforcement de l'équipe de chirurgie orthopédique, se font attendre.

En revanche, le plan d'austérité appliqué depuis de nombreuses années à l'hôpital avec la complicité de l'ARS, continue de plus belle : les contractuels ne sont plus renouvelés, les agents en arrêt maladie ou en congé de maternité, ne sont pas remplacés, etc.

La « Qualité de Vie au Travail » prônée par la direction du GHER, se transforme de plus en plus en raisons de la colère pour le personnel.

Le directeur du CHU-GHER qui se félicitait d'avoir « *réussi en sept*

mois à embarquer tout le monde » dans ce projet, pourrait déchanter !



Les grévistes de l'AFSA en ont assez de s'épuiser au travail

Mardi 21 octobre, plusieurs dizaines de salariés de l'Association Saint-François d'Assise ont manifesté en grève à Saint-Denis devant le siège de leur entreprise pour protester contre leurs mauvaises conditions de travail et pour l'augmentation de leurs salaires.

Ils réclament des embauches en CDI, car le travail auprès des personnes âgées et handicapées nécessite que les salariés soient en nombre suffisant et dotés des formations requises pour s'occuper des personnes âgées et handicapées dont ils ont la charge.

La direction de l'AFSA pratique une politique à l'opposé de ce qu'ils demandent. Elle leur impose des heures supplémentaires à gogo et a

recours chaque mois à une centaine de CDD pour un effectif de 700 salariés permanents.

À force de travailler sous pression et en sous effectifs, nombre de salariés finissent par tomber malades et le turn over dans les services contribue à les désorganiser.

Confrontés à ces conditions de travail déplorables, les représentants du personnel ont fait procéder à plusieurs expertises qui, toutes, ont conclu sur la nécessité de mettre à la disposition des salariés de l'AFSA plus de moyens humains.

Le directeur, Maximin Assoune, leur a répondu que « ce serait trop coûteux ». Il n'a pas l'intention de changer son fusil d'épaule, car, dans un interview donné dans le supplé-

ment « Les métiers qui recrutent » du Quotidien du 22 octobre 2025, il déclarait : « L'AFSA cherche à innover en optimisant les plannings et en redistribuant certaines tâches non essentielles pour libérer du temps aux soins directs. L'IA nous est ici d'une grande utilité ». Les salariés apprécieront !

Enfin concernant l'augmentation des salaires, ce dirigeant botte en touche en déclarant que « Cela n'est pas de son ressort, mais du domaine de l'État ».

La direction de l'AFSA essaie de gagner du temps, mais les salariés de l'association qui se sont mis en grève estiment à juste titre qu'ils ne peuvent plus attendre et que l'heure est venue de changer de politique !

DANS LE MONDE

UNION EUROPÉENNE

Des milliards pour la guerre

Le 16 octobre, la Commission européenne a présenté sa feuille de route pour la « préparation à la défense pour 2030 ».

Elle devrait être débattue lors du prochain sommet de l'UE, le 23 octobre. Ce plan prévoit la création d'un mur anti-drones et de deux boucliers de défense aérien et spatial ainsi que la surveillance de la frontière orientale de l'UE. Si aucun chiffrage officiel n'a encore été avancé, les dépenses militaires des 27 États membres ont déjà considérablement augmenté ces dix dernières années. Depuis la guerre en Ukraine, la part des richesses consacrées aux achats de munitions, armes, véhicules blindés, etc., a atteint de nouveaux sommets, avec 343 milliards d'euros en 2024 pour l'ensemble de l'UE, soit +19 % par rapport à 2023 selon

l'Agence européenne de défense (AED). Ce record est déjà en passe d'être battu avec 381 milliards en 2025. Pour justifier l'envol de ces budgets militaires à l'heure où des plans d'austérité sont imposés aux populations, les responsables européens agitent la menace russe.

Mais si les dignitaires européens sont unanimes pour accroître les budgets de guerre, le désaccord intervient sur le choix des groupes industriels qui doivent bénéficier des commandes. Les capitalistes européens de l'armement sont nombreux, avec pas moins de 26 groupes rivaux figurants parmi les 100 plus grosses entreprises militaires mondiales. Et chaque État est libre de favoriser ses Thales et Dassault, Leonardo ou Rheinmetall. S'ajoute encore le fait que, dans le cadre de leur appartenance à l'OTAN, ces États sont inci-

tés, voire contraints, de passer commande auprès des industriels américains, malgré les tentatives d'instaurer une préférence européenne.

Une guerre a déjà commencé, celle des capitalistes de l'armement, y compris au sein d'une Union européenne très peu unie, pour savoir lesquels rafleront la part du lion dans la production d'engins de mort.



Sous la menace américaine

En quelques semaines, Trump a ordonné la destruction d'au moins cinq bateaux vénézuéliens, tuant leurs 27 passagers, accusés sans preuve de trafic de drogue, et, de toute façon, sans droit à agir ainsi. Le 15 octobre, suite à des révélations du New York Times, Trump a reconnu qu'il avait autorisé la CIA à mener des opérations secrètes au Venezuela. Il déploie au large de ce pays une armada de quelque 10 000 hommes tandis que des forces américaines, en particulier des avions de guerre, sont positionnées à Porto Rico. Sur le territoire des États-Unis, les émigrés vénézuéliens, 900 000 personnes, sont les principales victimes des rafles et des expulsions réalisées par la police de l'immigration de Trump. En mai, 350 000 d'entre eux ont perdu le statut de protection temporaire que les États-Unis leur accordaient.

Ces manœuvres sont le signe qu'une intervention militaire se prépare pour faire tomber Nicolas Maduro et son régime. La lutte contre le trafic de drogue n'est qu'un prétexte qui camoufle les véritables motivations américaines : abattre le régime « bolivarien », au langage anti-impérialiste, installé en 1998 par Hugo Chavez, prédécesseur de Maduro et bête noire des États-Unis car il refuse de se soumettre à leurs exigences. Aux yeux des États-Unis, le principal crime de Chavez est d'avoir nationalisé l'industrie pétrolière, aux dépens des compagnies américaines.

La même menace pèse sur la Colombie voisine, dirigée depuis 2022 par Gustavo Petro, élu à la présidence sur un programme social et écologiste. Trump accuse Petro d'être, comme Maduro, un « baron de la drogue qui encourage fortement la

production massive de stupéfiants ». Et il a menacé la Colombie d'une intervention militaire.

Trump ne fait finalement que renouer avec une très longue tradition d'interventions et de coups d'État des États-Unis dans une région qu'ils considèrent comme leur pré carré.



SOUDAN

La BNP a du sang sur ses comptes

Un tribunal de New York a reconnu la BNP Paribas complice d'exactions au Soudan et l'a condamnée le 17 octobre à verser 17, 8 millions d'euros de dommages et intérêts à trois plaignants.

Les trois plaignants furent victimes du régime d'Omar Al-Bachir entre 2002 et 2008, alors que ses milices Janjawid mettaient à feu et à sang la région du Darfour. Le Soudan était alors sous embargo américain, ayant été inscrit sur la liste des États terroristes en 1993 alors que son régime abritait le chef d'Al Qaïda Ben Laden. Il n'en fut retiré qu'en 2020, après la chute d'Omar Al-Bachir.

Dans cette période, les banques et les sociétés américaines s'étaient retirées du Soudan mais la BNP, elle, entendait profiter des opportunités. Elle fut la seule banque internationale

à rester dans le pays par le biais d'une filiale Suisse. Ses dirigeants ont reconnu lors d'un précédent procès, en 2014, avoir fourni des lettres de crédit pour l'import-export permettant de réaliser les opérations commerciales malgré l'embargo, et même avoir dissimulé que certaines de leurs tractations étaient en fait réalisées pour le Soudan. L'autre grande société française restée au Soudan fut alors Total, qui possédait une grande partie des champs pétroliers. Elle y continua l'exploitation à côté d'entreprises chinoises, malaises ou indiennes. Tout cela ne put se faire sans participer au financement du régime d'Omar Al-Bachir, de son armée et des milices janjawid. La guerre au Darfour s'est soldée par 300 000 morts et près de 2,5 millions de déplacés.

Maintenant, la Bourse s'émeut et



l'action de la BNP a chuté de 8 % lundi 20 octobre. Les financiers s'inquiètent de la perspective de procès en cascade, les juges ayant choisi les trois dossiers parmi 25 000 plaignants. Mais on ne verra certainement pas les banques cesser de financer des massacres. Chez ces gens-là, on ne pense pas aux vies humaines, on compte.

Contre la contestation, la répression à l'œuvre

Le mouvement de la jeunesse marocaine, dit GenZ 212, qui revendique depuis le 27 septembre des droits élémentaires dans les domaines de l'éducation et de la santé, se heurte à une répression massive.

Jusqu'au 10 octobre, les rassemblements et les marches étaient quasi quotidiens dans les grandes et petites villes, réunissant de plusieurs centaines à plusieurs milliers de manifestants. Ils ont été suspendus, non sans illusions, la veille de l'allocution du roi Mohammed VI à son gouvernement pour la rentrée politique.

Mais la première réponse à la jeunesse contestataire a été celle de l'appareil de répression policier et judiciaire, ce qu'au Maroc on appelle

le Makhzen.

Les associations de défense des droits de l'homme parlent de deux mille arrestations, dont une quarantaine de mineurs, arrestations qui continuent et plombent les tentatives de regroupement.

Dans le même temps, les verdicts tombent : d'un bout à l'autre du pays, des mois voire des années d'emprisonnement.

L'État met tout son poids pour intimider les manifestants. Les appels de la GenZ pour un « 2e round », samedi 18 octobre, ont tout de même rassemblé à Rabat, Casablanca, Marrakech quelques centaines de jeunes aux cris de « Liberté, dignité et justice sociale », « Libérez-les tous » et « Akhannouch [Premier ministre] dégage ! » Lundi 20 octobre, le gouvernement a

annoncé un effort budgétaire faisant passer les sommes allouées à la santé et à l'éducation de 118 milliards de dirhams en 2025 à 140 milliards (un peu moins de 14 milliards d'euros). Mais le budget de la défense passe, lui, de 133,5 milliards de dirhams (13 milliards d'euros) en 2025 à 157 milliards (15 milliards d'euros).

Un adage populaire dit que « trois choses ne peuvent être surmontées : le feu, l'inondation et le Makhzen ». La présence connue d'agents de renseignement parmi la population, y compris dans l'immigration et sur les réseaux sociaux, est là pour dissuader toute critique trop ouverte de l'État et du roi. Ce sont bien eux les garants de l'ordre social et de la bonne marche des affaires des bourgeoisies marocaine et occidentale.

MADAGASCAR

Le président est en fuite, les militaires prennent le pouvoir

Depuis le 25 septembre les étudiants malgaches manifestaient courageusement chaque jour pour protester contre le délabrement de leurs conditions de vie. L'eau et l'électricité fournies par la société d'État Jirama sont devenues des denrées rares dans la cité universitaire d'Antananarivo ainsi que dans celles des principales villes du pays, comme dans les quartiers populaires. La seule réponse que le régime a donné à la jeunesse ce fut la répression féroce : au moins 22 personnes ont été tuées par les forces de répression ainsi que plus d'une centaine de blessés.

Eh bien la brutalité du régime de Rajoelina n'a pas réussi à mettre fin à la mobilisation de la jeunesse estudiantine car ce mouvement bénéficie du soutien incontestable de milliers de travailleurs et de petites gens dans les quartiers populaires. Les salariés de la Jirama en grève au mois de



juillet dernier contre l'annonce de la transformation de cette entreprise d'État en société anonyme avaient en quelque sorte ouvert la voie à la lutte dans les secteurs étatiques. Eux-mêmes sont à nouveau en grève ainsi que les salariés de plusieurs ministères (enseignement, douane, services fonciers) qui luttent depuis long-

temps contre les mauvaises conditions de travail, contre le non renouvellement des postes de ceux qui partent à la retraite, contre les salaires qui stagnent malgré l'inflation galopante. Devant les podiums, qui à la faveur du mouvement ont été mis en place devant certaines mairies des quartiers populaires, de fortes

délégations de salariés des secteurs étatiques ont tenu à être présentes.

On peut dire que c'est encouragé par tout ce climat de protestations justifiées, que le mouvement de la jeunesse né sur les réseaux sociaux sous le nom de Gen Z, s'est rapidement étendu dans le pays et a adopté des revendications politiques : fin de la corruption, démission du Premier ministre puis du président.

Le samedi 11 octobre un corps d'armée, le Capsat, s'est mutiné et a rejoint les manifestants. Rajoelina ainsi que son Premier ministre sont tombés, la vacance du pouvoir a été constatée et reconnue par la Haute Cour Constitutionnelle.

Devant le palais présidentiel, puis dans la caserne militaire du Capsat, le colonel Randrianirina s'est proclamé président de la Refondation de Madagascar.

Depuis plusieurs jours, ce galonné par l'intermédiaire de ses porte-paroles, jure ses grands dieux qu'il ne mettra pas en cause les engagements de son prédécesseur Rajoelina à l'égard des institutions internatio-

nales telles que le FMI, la Banque mondiale, etc.

Pour l'instant les militaires font les yeux doux aux organisateurs du mouvement et promettent de les associer aux décisions. Ils espèrent ainsi mettre fin au mouvement et avoir les mains libres pour accaparer le pouvoir pour eux seuls. Demain, s'il le faut, ils n'hésiteront pas à réprimer avec la même brutalité que leurs prédécesseurs.

Rappelons que c'est ce même Capsat qui avait permis à Andry Rajoelina aujourd'hui en fuite, de parvenir au pouvoir en 2009 après un coup d'État contre son prédécesseur Marc Ravalomanana, un civil qui, lui aussi s'était appuyé sur l'armée pour se hisser au pouvoir en 2002 face à l'ancien capitaine Didier Ratsiraka lui-même issu d'un coup d'État militaire. En fait, dans ce pays depuis 1971, chaque fois qu'il y a eu une forte mobilisation populaire contre les pouvoirs en place, c'est toujours l'armée qui a pris le pouvoir, parfois pour une longue période, parfois en aidant un civil de son choix à s'asseoir

sur le fauteuil présidentiel. Sur cet aspect des choses Madagascar n'a rien d'une exception puisque qu'on observe à peu près le même schéma dans de nombreux pays africains, notamment en Afrique de l'Ouest ces dernières années quand les pouvoirs en place sont ébranlés par des contestations populaires qu'ils ne parviennent plus à juguler.

Ce qui est sûr c'est qu'à Madagascar comme ailleurs, les travailleurs et tous les laissés pour compte ainsi que la jeunesse estudiantine, n'ont vraiment rien à espérer de bon venant de ces prétendus « refondateurs ». Ils n'obtiendront que ce qu'ils sauront arracher par leurs luttes et leurs mobilisations.

L'impérialisme français toujours à l'oeuvre à Madagascar

Si Rajoelina a pu sortir de Madagascar en toute sécurité, c'est grâce au soutien logistique de l'État français qui a mis à sa disposition un des deux Casa des FAZOI pour le convoier jusqu'à La Réunion, puis lui permettre ensuite de rejoindre Dubaï où le président malgache possède quelques biens immobiliers...

Au-delà de la préservation de la sécurité du président malgache, ce sont surtout les intérêts des capitalistes français présents dans l'île que le gouvernement français défend.

Dans ce pays, «Paris représente

l'essentiel des investissements directs étrangers – environ un quart du total des IDE – et une cinquantaine de filiales françaises y ont des intérêts comme le rappelait Macron en avril dernier ». (Le Quotidien du 14 octobre 2025)

Voilà quels véritables intérêts se cachent derrière le soutien du « démocrate » Macron au dictateur Rajoelina !

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audios-LO www.lutte-ouvriere-audio.org